

**Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée
entre
la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE
et
la Commune de SOULAC SUR MER

TRAVAUX DE REHABILITATION DU RELAIS PETITE ENFANCE**

La Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE

Dont le siège est sis : 9 rue du Maréchal d'Ornano à Soulac sur Mer (33780)

Représentée par son Président, ou son représentant, en exercice dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes par délibération en date de février 2022

Désignée ci-après « L'intercommunalité »,

D'une part,

La Commune de Soulac sur Mer,

Représenté par son Maire, Xavier PINTAT, en exercice dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes et domiciliée au dit siège ; sis Hôtel de ville, 2 rue de l'Hôtel de ville, à Soulac sur Mer (33780)

Désignée ci-après «La commune »

D'autre part,

PREAMBULE

Au titre de sa compétence statutaire « Action sociale d'intérêt communautaire », la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE doit procéder à des travaux de réhabilitation du Relais Petite Enfance (RPE).

Le projet consiste à réaménager l'intérieur du logement afin de l'adapter aux normes PMR et de sécurité, pour l'accueil du public et d'un jeune public.

Les travaux prévoient la démolition des cloisons intérieures entre les trois chambres afin de créer une grande salle pour le RPE. Le WC est agrandi pour devenir un WC PMR. La salle de bain actuelle est modifiée en un espace lange. Une partie vitrée est intégrée dans la cloison séparative pour avoir une visibilité sur la grande salle.

Le garage est transformé en un local de stockage pour le CCAS, la chambre 1 en bureau CCAS et le séjour en salle principale du CCAS. Cette dernière peut également servir de salle de réunion pour le RPE, lorsque le CCAS n'est pas ouvert.

Deux rampes PMR en béton désactivé sont créées depuis le trottoir, pour distinguer les entrées du RPE et du CCAS.

L'entrée du RPE est marquée par un nouvel auvent en béton, qui sert également d'abri poussettes. La cour pavée est transformée en une cour avec dalles amortissantes pour que les enfants de bas âge puissent s'y amuser en toute sécurité. Une partie de la cour est couverte par une casquette béton

avec intégration de panneaux polycarbonate, afin d'avoir un espace extérieur abrité et lumineux. Toutes les menuiseries extérieures et volets roulants sont remplacés à l'identique, excepté la baie coulissante du séjour, donnant sur rue. Cette dernière est remplacée par une grande baie fixe avec intégration d'une porte vitrée ouvrant à la française.

Les travaux intérieurs comprennent le remplacement de certaines portes intérieures (WC, cellier, espace linge et salle principale RPE), le rafraichissement de la peinture de tous les murs/cloisons, boiseries, tuyauteries... Un faux-plafond en dalles acoustiques 60x60cm est mis en place dans toutes les pièces. Il est également prévu un ragréage et la mise en place d'un sol PVC neuf dans l'entrée, la salle principale du RPE, l'espace linge, le cellier et le sanitaire. La reprise des faïences n'est que partielle dans l'espace linge.

Le réseau électrique et les luminaires sont repris. Le dispositif de sécurité incendie devra être conforme aux normes en vigueur. Un dispositif anti-intrusion sera mis en place, il sera composé de deux zones distinctes : RPE et CCAS.

Le réseau de chauffage existant sera contrôlé. En fonction des modifications apportées au bâtiment, le réseau de chauffage sera repris. Certains équipements sanitaires sont remplacés à neuf, d'autres conservés.

Dans un souci de coordination des opérations de travaux et de bonne utilisation des deniers publics, il apparaît souhaitable que la Commune de Soulac-sur-Mer délègue sa maîtrise d'ouvrage à la Communauté de Communes Médoc Atlantique pour ce qui concerne les travaux liés à la partie du CCAS.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de l'intercommunalité à une commune membre.

CECI RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Conformément aux articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique, le présent contrat a pour objet de confier à l'intercommunalité la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Commune, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêté par l'intercommunalité, l'ensemble des travaux visé à l'article 2 de la présente convention.

Article 2 : Opérations concernées et enveloppe prévisionnelle autorisée

L'opération concernée par la présente convention de maîtrise d'ouvrage déléguée est un ensemble de travaux bâtimementaires.

La liste des travaux est présentée en annexe 1.

Article 3 : Contenu de la mission déléguée

Conformément aux articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique, l'objet du présent contrat est de donner mandat à l'intercommunalité pour réaliser au nom et pour le compte de la Commune des missions administratives et techniques concourant à la réalisation de l'ensemble des travaux visé à l'article 2 la présente convention.

Les missions confiées par la présente convention à l'intercommunalité, qui en assure la maîtrise d'ouvrage déléguée, portent sur tout ou partie des éléments suivants, en fonction de l'état d'avancement de l'opération :

La mission du Mandataire porte sur les éléments suivants :

- Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, marchés de prestations intellectuelles (hors maîtrise d'œuvre), contrat d'assurance de dommages (ou police unique de chantier), marchés de travaux et fournitures
 - établissement du dossier de consultation des entreprises (DCE) et lancement de la consultation,
 - organisation de la réception des offres et de l'ouverture des plis,
 - le cas échéant : secrétariat de la commission d'appel d'offres, y compris les démarches préliminaires pour l'inscription en CAO de la consultation, selon les seuils définis par le maître d'ouvrage,
 - Analyse des candidatures et des offres pour la sélection des candidats et transmission du rapport d'analyse au maître d'ouvrage,
 - notification de la décision du Maître de l'Ouvrage aux candidats, mise au point du marché avec le maître d'œuvre retenu,
 - établissement du dossier nécessaire au contrôle (contrôle financier, contrôle de légalité) et transmission à l'autorité compétente.
 - signature du marché de maîtrise d'œuvre, y compris contrôle de légalité le cas échéant, émission de l'avis d'attribution et publication des données essentielles,
 - notification du marché au titulaire,
 - délivrance des ordres de service de gestion du marché de maîtrise d'œuvre,
 - transmission au Maître de l'Ouvrage des attestations d'assurance de responsabilité (civile et décennale) des titulaires, DGD,
 - notification au titulaire à chaque phase d'étude des décisions prises par le Mandataire après, le cas échéant, accord du Maître de l'Ouvrage,
 - vérification des décomptes d'honoraires,
 - règlement des acomptes au titulaire,
 - négociation des avenants éventuels,
 - le cas échéant : secrétariat de la commission d'appel d'offres, y compris les démarches préliminaires pour l'inscription en CAO de l'avenant, selon les seuils définis par le maître d'ouvrage,
 - transmission aux autorités de contrôle,
 - signature des avenants, y compris contrôle de légalité le cas échéant, publication des données essentielles,
 - notification de l'avenant au titulaire,
 - mise en œuvre des garanties contractuelles,
 - paiement des acomptes,
 - vérification du décompte final,
 - établissement et notification du décompte général et définitif,
 - règlement amiable des litiges éventuels,
 - paiement du solde,
 - établissement et remise au Maître de l'Ouvrage du dossier complet comportant tous documents contractuels, comptables, techniques, administratifs relatifs au marché.
- Pour les marchés de travaux :
 - organisation du suivi des opérations préalables à la réception en présence de la Maîtrise d'Ouvrage et/ou des services compétents
 - transmission au Maître de l'Ouvrage pour accord préalable du projet de décision de réception ;

- après accord du Maître de l'Ouvrage, décision de réception et notification aux intéressés ;

▪ Gestion administrative

- procédures de demandes d'autorisations administratives ;
- permis de démolir, de construire, ou autres autorisations administratives ;
- permission de voirie,
- occupation temporaire du domaine public,
- commission de sécurité ;
- relations avec les concessionnaires, autorisations ;
- d'une manière générale toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'opération ;
- établissement des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité et transmission au Préfet, copie au Maître de l'Ouvrage ;
- suivi des procédures correspondantes et information du Maître de l'Ouvrage.
- référé préventif
- dossier auprès de DREAL, si nécessaire (non exhaustif ; étude au cas par cas, étude d'impact etc...)

▪ Actions en justice

- litiges avec les tiers, dans la limite des procédures d'urgence et conservatoires ;
- litiges avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération. Toutefois, le mandataire ne pourra agir en justice tant en demande qu'en défense pour le compte du maître de l'ouvrage sauf en cas d'urgence impérieuse pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relative aux missions confiées.

▪ Subventions

- fourniture des pièces nécessaires à la constitution et au suivi des dossiers de subvention conformément aux règlements financiers des organismes concernés.
L'intercommunalité n'est tenue envers la commune que de la bonne exécution des attributions dont elle a personnellement été chargée par elle.

L'intercommunalité représente la commune à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui ont été confiés jusqu'à ce que l'intercommunalité ait constaté l'achèvement de sa mission dans les conditions définies à l'article 7 de la présente convention.

De manière générale, l'intercommunalité s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans le respect des dispositions de la présente convention.

Article 4 : Conditions d'exécution de la mission

Article 4.1 Responsabilités

L'intercommunalité est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du Code civil.

Sa responsabilité sera engagée dans la mesure où elle aura manqué aux obligations figurant dans la présente convention.

Dans les actes qu'elle devra réaliser pour la bonne fin de sa mission, l'intercommunalité devra avertir les intervenants qu'elle agit au nom et pour le compte de la commune.

Elle prendra toutes les dispositions pour que la réalisation de l'opération de travaux intervienne dans le respect de l'enveloppe financière fixée par la commune et figurant dans la présente convention.

L'intercommunalité a un devoir général d'information de la commune, elle organisera pour ce faire des réunions mensuelles destinées à rendre compte de l'état d'avancement de l'opération.

L'intercommunalité doit avertir sans délai la commune de toute modification susceptible d'entraîner une modification du programme, du délai de livraison ou de l'enveloppe financière : il ne doit, en la matière, prendre aucune décision.

Article 4.2 Modalités administratives

La réglementation de la commande publique et notamment le Code de la Commande Publique applicable à l'intercommunalité est applicable à la commune pour ce qui concerne le choix des modes de dévolution des contrats à des tiers.

L'intercommunalité pourra utiliser des contrats signés par lui préalablement à la signature de la convention.

L'intercommunalité transmettra, au nom et pour le compte de la commune, les contrats, signés par lui, au représentant de l'État dans le Département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est située la commune.

Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission, l'intercommunalité devra avertir le co-contractant de ce qu'elle agit en qualité de mandataire de la commune, et qu'à l'issue de la mission de mandat, ce dernier bénéficiera de l'ensemble des garanties légales et contractuelles attachées aux ouvrages réalisés.

L'intercommunalité peut également procéder à la mise en œuvre des procédures préalables à l'attribution des contrats, à leur mise au point, à leur établissement et à leur signature.

Seule l'intercommunalité est compétente pour l'attribution desdits contrats.

Les contrats devront indiquer que l'intercommunalité agit au nom et pour le compte de la commune qui deviendra propriétaire de l'ensemble des études et ouvrages réalisés à l'achèvement de la mission.

L'intercommunalité transmettra, au nom et pour le compte de la commune, les contrats, signés par lui, au représentant de l'État dans le Département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est située la commune.

L'intercommunalité notifiera les contrats aux co-contractants concernés et en adressera copie à la commune.

Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission, l'intercommunalité devra avertir le co-contractant de ce qu'elle agit en qualité de mandataire de la commune, et qu'à l'issue de la mission de mandat, cette dernière bénéficiera de l'ensemble des garanties légales et contractuelles attachées aux ouvrages réalisés.

L'intercommunalité prendra toutes mesures pour que la coordination des intervenants aboutisse à la réalisation des travaux dans le respect des délais et de l'enveloppe financière arrêtée par la commune. L'intercommunalité signalera à la commune les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Elle représentera la commune à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Article 4.3 Délais d'exécution

Un calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux devra être signé avec l'entreprise générale (ou les entreprises) à l'issue de la période de préparation et transmis, sans délai, à l'intercommunalité en sa qualité de mandant pour information.

Article 4.4 Contrôle des opérations par la commune

Pour permettre à la commune d'effectuer un contrôle technique des missions confiées dans le cadre du présent mandat, l'intercommunalité s'engage à inviter la commune aux comités techniques et comités de pilotage des missions confiées des tiers.

En outre, l'intercommunalité proposera à la commune pour validation avant décision :

- Les cahiers de consultation des équipes chargées de la maîtrise d'œuvre,
- Les grandes étapes qui arrêtent les options importantes pour la réalisation du projet.

Les services de la commune pourront suivre le chantier et y accéder à tout moment.

Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à l'intercommunalité et non directement aux entrepreneurs.

Après achèvement des travaux, il sera procédé par l'intercommunalité à l'initiative du Maître d'œuvre, après accord préalable de la commune, à la réception des ouvrages contradictoirement avec les entreprises. Cette réception sera effectuée obligatoirement en présence des représentants de la commune dûment convoqués.

L'intercommunalité, mandataire, ne pourra notifier aux entreprises sa décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de la commune, maître d'ouvrage. L'intercommunalité s'engage à répondre dans un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de décision. A défaut de réponse et uniquement en cas de réception sans réserve, son accord est considéré comme acquis.

Dans le cas où les représentants de l'intercommunalité relèveraient des défauts ou des vices apparents lors de la visite des lieux, l'accord préalable de la commune pour prononcer la réception ne pourra être qu'exprès. Cet accord sera sollicité dans les 10 jours suivant cette visite.

Par ailleurs, si la réception intervient avec des réserves, l'intercommunalité invitera les représentants de la commune aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

La commune deviendra propriétaire des ouvrages à compter de la date de prise d'effet de la réception.

La commune pourra prendre possession des ouvrages :

- Soit dès leur réception ;
- Soit, en cas de réserves, cette prise de possession sera différée à la date de constat de levée des réserves ;
- Soit en cas de livraisons échelonnées prévues dans le cadre du marché correspondant, la prise de possession pourra intervenir à chaque livraison partielle.

Dans tous les cas, cette prise de possession emporte transfert de la garde au profit de la commune.

La commune fera son affaire personnelle de l'entretien des ouvrages réceptionnés et, le cas échéant, de la souscription des polices d'assurances multirisques.

Article 5 : Modalités financières et paiement des dépenses nécessaires à l'exécution de la mission

Article 5.1 Rémunération

La réalisation par l'intercommunalité des missions et tâches objets de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Cependant, la prise en charge des dépenses exposées par la commune pour l'exercice des missions et tâches qui lui sont confiées par la présente convention intervient selon les modalités exposées ci-dessous.

Article 5.2 Dépenses liées à l'exercice de la compétence objet de la convention de gestion

Les coûts de l'opération objet des présentes doivent être couverts conformément au plan de financement arrêté par la commune et figurant en annexe 2.

L'intercommunalité pourra bénéficier du versement de la commune d'une avance de 30 % du montant du programme réalisé au nom et pour le compte de cette dernière.

Sauf modification résultant d'un accord ultérieur des parties, l'intercommunalité sera remboursée, dans la limite du plan de financement, par la commune à l'euro / l'euro, en ce inclus la TVA, des dépenses exposées pour la réalisation de l'opération.

L'intercommunalité procédera à des appels de fonds mensuels en fonction des dépenses prévues pour le semestre suivant. Le cas échéant, l'échéancier des versements sera ajusté et présenté à la commune avant le **30 août 2022** pour prévoir l'inscription des crédits de paiement au budget d'investissement.

L'intercommunalité pourra présenter des appels de fonds avant d'avoir dépensé la totalité des sommes déjà perçues, dès lors qu'elle peut justifier de besoins à venir pour le mois suivant d'un montant supérieur aux sommes disponibles.

Chaque appel de fonds devra être justifié et comprendre :

- 1 – un récapitulatif des dépenses réalisées sur les sommes précédemment perçues ainsi qu'une copie des factures acquittées ;
- 2 – un planning prévisionnel des travaux et dépenses à venir établi par le maître d'œuvre de l'opération et, le cas échéant, une copie des marchés de travaux ou du DCE en cours de consultation ; et ce, dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération.

En cas de besoin de financement non prévu au semestre précédent, la commune pourra procéder à une demande complémentaire d'appel de fonds, dûment justifiée.

L'engagement financier de l'intercommunalité ouvre droit à la commune à l'attribution du FCTVA compte tenu des dépenses d'investissement réalisées dans le cadre de l'opération désignée.

L'intercommunalité mandataire exécutera donc les dépenses pour un montant TTC, au nom et pour le compte de la commune. Elle sera remboursée en TTC par la commune qui procédera au recouvrement du FCTVA.

Ainsi, la comptabilisation au sein de la commune des dépenses relatives à la convention doit être effectuée TTC.

Article 6 : Entrée en vigueur, durée et résiliation de la convention

Article 6.1 Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature par les parties, signature préalablement autorisée par délibérations, rendues exécutoires, de leurs assemblées délibérantes respectives.

Article 6.2 Durée

La présente convention prendra fin à l'expiration de la mission de la commune telle que définie à l'article 3, à savoir à l'issue de l'année de parfait achèvement, ou par la résiliation.

L'intercommunalité sera tenue de remettre à la commune, en fin de mission :

- L'ensemble des études et dossiers afférents à cette opération,
- Une collection complète des plans des ouvrages tels qu'ils auront été effectivement exécutés, dont une version numérique,
- Tous les documents, notices d'emploi ou d'entretien (etc.) nécessaires à l'entretien et à l'exploitation,
- Tous les dossiers de mise en œuvre des garanties.

Ces documents seront la propriété de la commune qui pourra les utiliser sous réserve des droits des architectes et concepteurs relevant de leur propriété intellectuelle.

A l'achèvement de la mission de l'intercommunalité, la commune prendra en charge directement la mise en jeu et la gestion de la garantie de parfait achèvement et de la police Dommage – Ouvrage.

Article 7 : Litiges

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différent au tribunal administratif compétent.

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac sur Mer, le

**Pour la commune
Le Maire ou son représentant
Par délégation,
Le Premier Adjoint,**

Bernard LOMBRAIL

**Pour la CC MEDOC ATLANTIQUE
Le Président,**

Xavier PINTAT

PROGRAMME DE L'OPERATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION

DU RELAIS PETITE ENFANCE

ANNEXE 1 : Liste des travaux

Programme de travaux d'investissement imputés sur la section d'investissement du

Budget Principal de la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE

LOT 01 – Démolitions – GO - VRD	91 171,63 € HT
LOT 02 – Etanchéité - EP	13 861,81 € HT
LOT 03 – Menuiseries extérieures	27 976,82 € HT
LOT 04 – Couverture préau – Menuiseries intérieures bois	14 332,90 € HT
LOT 05 – Plâtrerie – faux plafond	8 746,33 € HT
LOT 06 – Peinture	8 760,32 € HT
LOT 07 – Revêtements sols – Faïence	13 871,27 € HT
LOT 08 – Electricité	12 299,84 € HT
LOT 09 – Plomberie – sanitaires – chauffage – VMC	9 722,26 € HT
LOT 10 – Aire de jeux	4 540,00 € HT

TOTAL PROGRAMME TRAVAUX REHABILITATION RPE	205 283,18 € HT
TOTAL TTC (TVA 20 %) :	246 339,80 € TTC

PROGRAMME DE L'OPERATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION

DU RELAIS PETITE ENFANCE

ANNEXE 1 : Liste des travaux

Programme de travaux d'investissement imputés sur la section d'investissement du

Budget Principal de la Commune

LOT 01 – VRD	6 026,27 € HT
LOT 02 – Etanchéité - EP	7 313,50 € HT
LOT 03 – Menuiseries extérieures	24 611,18 € HT
LOT 04 – Couverture préau – Menuiseries intérieures bois	0,00 € HT
LOT 05 – Plâtrerie – faux plafond	3 189,17 € HT
LOT 06 – Peinture	1 518,12 € HT
LOT 07 – Revêtements sols – Faïence	0,00 € HT
LOT 08 – Electricité	1 300,00 € HT
LOT 09 – Plomberie – sanitaires – chauffage – VMC	0,00 € HT
LOT 10 – Aire de jeux	0,00 € HT

TOTAL PROGRAMME TRAVAUX REHABILITATION RPE	43 958,24 € HT
TOTAL TTC (TVA 20 %) :	52 749,88 € TTC

PROGRAMME DE L'OPERATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION

DU RELAIS PETITE ENFANCE

ANNEXE 2 : Plan de financement et échéancier de paiements

DEPENSES

Travaux de Réhabilitation 43 958,24 € HT

Travaux de Réhabilitation 52 749,88 € TTC

TOTAL DEPENSES

RECETTES

Autofinancement Commune de Soulac sur Mer 52 749,88 € TTC

TOTAL RECETTES 52 749,88 € TTC

ECHEANCIER DE PAIEMENTS :

- Avance de 30 % du montant du programme versée à la signature du marché ou du bon de commande par l'intercommunalité
- 30 % sur demande de l'intercommunalité en cours de chantier
- 20 % à la réception des travaux